

# Déclaration sur l'honneur

Dans le cadre d'une demande de crédit à utiliser sous forme de ligne de crédit, crédit d'investissement ou facilité de caisse (ci-après le **Crédit**) introduite auprès de la banque ING Luxembourg S.A., 26 place de la Gare, L-2965 Luxembourg (ci-après la **Banque**) en vue de couvrir des difficultés financières ou de trésorerie temporaires rencontrées en raison des conséquences économiques suite au conflit en Ukraine (ci-après le **But du Crédit**) ;  
la personne physique ou l'entreprise suivante agissant par l'intermédiaire de (son)(ses) représentant(s) dûment habilités :

Nom de l'entreprise	
Adresse professionnelle ou siège social de l'entreprise	

(ci-après le **Client**) ;

dans le contexte de l'instruction de ladite demande de Crédit en vue de pouvoir éventuellement bénéficier de l'aide de la Trésorerie de l'Etat sous forme d'une garantie partielle dans le cadre de ce Crédit au profit de la Banque (ci-après la Garantie conflit Ukraine) en vertu des dispositions de la Loi du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides sous forme de garanties en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre du conflit en Ukraine\* (cette loi, telle que modifiée par la suite, ci-après la Loi) : (telle que publiée) ;

## Atteste, déclare sur l'honneur et certifie envers la Banque ce qui suit:

- a) être soit (i) une entreprise commerciale, artisanale ou industrielle disposant d'une autorisation d'établissement délivrée en application de loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; (ii) une personne physique ou morale établie au Luxembourg qui exerce à titre principal et d'une façon indépendante une des activités visées à l'article 91, alinéa 1er, numéro 1 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.
- b) rencontrer des difficultés financières ou de trésorerie temporaires en raison du conflit en Ukraine ;
- c) vouloir bénéficier d'un crédit auprès de la Banque et destiné exclusivement à financier le But du Crédit ;
- d) que la demande de Crédit auprès de la Banque ne dépassera pas, en cas d'accord, le seuil maximal légal des 15% du chiffre d'affaires annuel total moyen réalisé par l'entreprise au cours des 3 dernières années OU 50% des coûts de l'énergie de l'entreprise au cours des 12 mois précédents ;
- e) ne pas se trouver dans la situation d'exclusion prévue par l'article 1 4° de la Loi pour avoir été condamné pour contraventions aux dispositions interdisant le travail clandestin ou aux dispositions interdisant l'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier ;
- f) ne pas être dans l'un des autres cas d'exclusions du champ d'application de la Loi tels que prévus à l'article 1 de ladite Loi ;
- g) qu'il ne bénéficie pas d'autres mesures de garantie accordées par l'Etat luxembourgeois, y compris celles tombant sous le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, ni qu'il(s) a (ont) fait une demande d'obtention d'une telle mesure
- h) avoir dûment informé la Banque de tous les autres prêts ou crédits garantis par l'Etat ou visées au point précédent ainsi que toutes autres demandes en cours formulées auprès d'autres établissements de crédits en vue d'obtenir des prêts ou des crédits bénéficiant de la Garantie de l'état.

**Par ailleurs, en signant la présente déclaration sur l'honneur, le Client déclare expressément :**

- > autoriser la Banque à traiter les données (personnelles) du Client aux fins notamment de l'analyse de sa demande, de l'octroi du Crédit et de son suivi, ainsi que pour le recouvrement éventuel des sommes dues dans le cadre du Crédit ;
- > irrévocablement accepter que, la Banque puisse (et lui donne pour autant que de besoin mandat exprès et irrévocable aux fins de) fournir à la première demande de la Trésorerie de l'Etat, du Ministère des Finances, ainsi que du Ministère de l'Economie, tous renseignements, informations et/ou, documents dont la Banque a ou aura connaissance, en ce compris celles sur le Client, ses activités, le(s) crédit(s) lui accordé(s) par la Banque ainsi que le But du Crédit.
- > être informé que la Trésorerie de l'Etat, le Ministère des Finances, ainsi que du Ministère de l'Economie traiteront à leur tour ces données aux fins de l'application du régime de garantie de l'État et de la bonne application de la Loi, et
- > irrévocablement autoriser la Banque à échanger dans le même contexte les informations concernant le Client et sa demande de Crédit avec toute autre institution financière (i) habilitée à accorder un crédit bénéficiant d'une Garantie de l'Etat en vertu de la Loi, qui auraient accordé au crédit un crédit bénéficiant d'une Garantie de l'état et/ou reçu une demande de crédit similaire de la part par le Crédité, (ii) ayant accordé ou ayant reçu une autre demande d'aide prévue par l'Etat dans le contexte de la Loi

Le Client déclare enfin que toutes les informations et données fournies à la Banque dans le cadre des présentes et de la demande de Crédit sont exactes, sincères et exhaustives, et être informé(e) par la Banque de ce que toute déclaration fautive, inexacte ou incomplète pourra entraîner le refus du crédit ou sa dénonciation immédiate, l'obligation du remboursement immédiat du crédit et de toutes les aides accordées selon les conditions imposées par la Loi sans préjudice d'éventuelles des sanctions pénales conformément à l'article 8 de la Loi.

Fait à ..... le .....

**Certifié exact et sincère**

\_\_\_\_\_  
(signature)

\_\_\_\_\_  
(signature)

Les données collectées dans le cadre de la présente seront traitées la Banque conformément au « Règlement général sur la Protection des Données » (règlement (UE) 2016/679 - RGPD). Toute personne concernée dispose d'un droit d'accès et de rectification desdites données, et, dans les limites des dispositions légales, d'un droit à la limitation du traitement, du droit de s'opposer à ce traitement ainsi que du droit de demander l'effacement de certaines données conformément à la Déclaration de Confidentialité et aux Conditions Générales de la Banque disponibles sur le site [www.ing.lu](http://www.ing.lu).



**do your thing**